

Nouvelles locales du jeudi 22 avril 2010

@rib News, 23/04/2010 | D'office.- Le président de la République du Burundi continue sa descente dans les casernes. Ce jeudi, Pierre Nkurunziza s'est entretenu avec les militaires de la 5^e région militaire regroupant les provinces de Bururi, Makamba et Rutana. Au centre des débats, figuraient les problèmes du matériel des militaires de cette région ainsi que leurs revendications. Le chef de l'Etat a promis que leurs revendications seront satisfaites et leur a exhorté de se préparer à sécuriser les prochaines élections. Pierre Nkurunziza est ensuite entretenu avec les corps de sécurité région sud. Les policiers de cette partie du pays ont soulevé des inquiétudes vis-à-vis des perturbations de la sécurité dans les communes frontalières de la Tanzanie suite aux malfaiteurs qui proviendraient du camp des réfugiés de Mtabila en Tanzanie. D'autres sources d'insécurité sont notamment les bandits à mains armées qui volent dans l'Est de la Tanzanie. L'aide des vedettes les plus rapides par rapport à celles utilisées par la police burundaise. Le message du président a été que la police devrait se préparer pour la sécurisation des prochaines élections. (Rtnb)

Éducation- La grève des enseignants manifeste des signes d'insécurité à travers le pays. Le matin de ce jeudi, les élèves des écoles secondaires de Mukike dans Bujumbura, Mugamba et ceux de Mwaro ont bloqué l'axe routier Bujumbura-Rutovu au niveau de la localité de Jenda dans la province de Bujumbura. Ces élèves ont travaillé ensemble dans l'installation de troncs d'arbres et pierres sur cette route la plus utilisée du sud du pays. La police, qui est intervenue par après, a maîtrisé la situation et arrêté 8 élèves. Cependant, ces élèves ne semblent pas vouloir désarmer. Ils sont attachés aux drapeaux des partis politiques qui flottaient dans cette localité et les ont déchirés, accusant les partis politiques de ne pas agir pour presser le gouvernement à trouver solution durable aux problèmes des enseignants. (Isanganiro/Rtnb/Rpa/Bonesha)- Cette situation d'insécurité causée par les élèves en colère suite à la grève des enseignants est aussi manifestée dans la commune de Rutovu en province de Bururi. Les élèves ont décidé de faire sortir des classes ceux qui sont enseignés par les professeurs nouvellement recrutés qui ont peur de perdre l'emploi suite au manque de matricule. Les directeurs des 4 écoles de la commune de Rutovu qui ont fait face à cette opération ont du renvoyer les élèves à la maison dans le but de limiter les dégâts. Ces derniers comptent continuer ce mouvement jusqu'à l'ouverture des écoles, comme l'indiquent des sources proches de ces élèves. (Rpa/Rtnb)- En province de Gitega, même situation. Les élèves du secondaire dont les enseignants sont en grève ont fait le tour des écoles faisant sortir des écoles les élèves qui suivaient jusqu'ici les cours. Ces élèves qui se sont même attachés aux écoles primaires comprennent pas pourquoi les enseignants passent environs 2 mois en grève sans réaction de la part du gouvernement pour en finir avec leurs revendications. (Rpa)

Diplomatie- Le représentant spécial de l'Union Européenne dans la région des grands lacs a animé une conférence de presse au cours de laquelle il s'est montré inquiet par les affrontements entre les jeunes des partis politiques à la veille des élections. Il a exhorté les politiciens en général et le gouvernement en particulier à mettre fin à ces affrontements entre les membres des partis politiques pour avoir des élections paisibles. Cependant, il reconnaît que le Burundi a l'habitude d'organiser de bonnes élections mais regrette le fait qu'au lieu d'élections paisibles, des guerres surgissent. Il dit que l'Union européenne va accompagner le Burundi pour traverser ces moments difficiles. (Rpa)

Politique- Le parti Fnl accuse le parti au pouvoir Cndd-Fdd de distribuer des armes à feu à ses membres. Le secrétaire général des Fnl a dit avoir des informations selon lesquelles la documentation nationale a procédé à la distribution d'armes à des organisations de jeunes qui sont chargées de perturber les élections et de physiquement les membres des partis de l'opposition. (Rpa)- Le parti Sahwanya Frodebu se dit menacé par des intimidations dont ses membres font face actuellement. Dans un communiqué de presse rendu public ce jeudi, le parti de Ndadaye affirme qu'il possède des informations selon lesquelles le parti au pouvoir, via les administratifs à la base, va arrêter certaines personnalités du parti Frodebu dans le but de les écarter de la course électorale. Des membres du parti Msd dans cette partie du nord du pays sont arrêtés par la police appuyée par l'administration de cette province de Kayanza. (Rpa)

Sécurité- Un bandit tué et deux policiers blessés, tel est le bilan des échanges des coups de feu qui ont eu lieu ce matin entre la police et un groupe de bandits armés de fusil en commune de Mabanda de la province Makamba au sud du pays. Des sources policières disent que ce bandit tué est originaire de la province de Cibitoke et serait membre d'un réseau qui faisait rage ces derniers jours dans les communes de Makamba et Mabanda. Une somme d'argent, dont le montant total est encore inconnu, a été volée mais la police a pu récupérer plus de 80.000.000 Shs tanzaniens. Des mesures de poursuite des voleurs seraient prises par la police de Mabanda. (Rtnb)

Droits de l'Homme- La fondation internationale Front Line vient de rendre public un communiqué de presse à travers lequel elle se dit inquiète des menaces juridiques qui pèsent contre le président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques Olucome, Gabriel Rufyiri. Selon la directrice de Front Line, Mary Lawlor, le gouvernement devrait renoncer à délivrer un mandat d'arrêt et d'inculper le président de l'Olucome. Mme Lawlor demande au gouvernement burundais d'assurer la protection et l'intégrité morale et psychologique du président de l'Olucome. Gabriel Rufyiri serait en cavale après sa correspondance qui s'inscrivait en faux contre les avantages exagérés des hauts cadres de la police et de l'armée nationale. Le ministre de l'Intérieur Allain Guillaume Bunyoni et le gouvernement burundais ont sorti à cet effet un communiqué accusant le président de l'Olucome d'avoir voulu occasionner les émeutes dans de D'office et de sécurité. (Isanganiro)